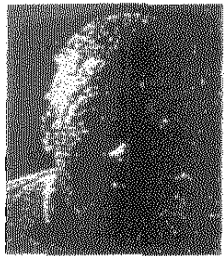


Vendanges: Pascal Couchepin s'en lave les mains



Jean-Daniel Schlaepfer, vigneron-encaveur à Peney, dans le canton de Genève, estime que, malgré le millésime exceptionnel qui s'annonce, la viticulture est plus que jamais malade de sa surproduction de vins bas de gamme et de l'échec du système suisse des AOC

Sur le papier, les vendanges de cet automne ont tout pour plaire: un quantième symbolique fort, une météorologie en or favorisant la récolte la plus précoce depuis 1990 et en prime des sondages qualitatifs mirobolants. De nos pressoirs s'écoule déjà un millésime 2000 époustoufflant... Et pourtant, dit posément André Linherr, le principal courtier en vins du pays: «On a frôlé la catastrophe...» Qu'est-ce à dire?

De toute urgence, à la veille des vendanges, il a fallu déstocker pour loger un nouveau millésime abondant; le consommateur imagine mal l'angoisse du maître de chai qui jauge à la fin de l'été les cuves encore remplies dans l'ombre de sa cave et brade à n'importe quel prix pour faire place aux raisins qui luisent au soleil de ses parchets! L'effet est saisissant et le marché s'est totalement effondré en trois semaines parce que tout le monde était vendeur en même temps.

En langage cru, le système bidon des AOC suisses avec des rendements de 14 000 kilos de raisin par hectare aboutit à un fiasco total. Le vignoble du pays est malade de la surproduction et de la mévente des chasselas, gamay ou autres pinots noirs bas de gamme, car dilué par un productivisme atavique. Jean-Claude Vaucher, président de l'interprofession vaudoise, l'avait dit tout haut en mai à Berne lors d'un séminaire sur la régulation des marchés viticoles: «Le potentiel de production du canton de Vaud selon les normes fédérales dépasse les possibilités normales de vente.»

Devant la gravité de la situation, chaque canton y est allé d'une timide mesure anticrise; les Genevois ont baissé la production de deux tonnes par hectare, les Vaudois ont contingenté les mises sur le marché et enfin interdit le coupage de leur vin blanc, etc.

Signe plus grave du délitement de la viticulture, les trois grandes coopératives romandes soldent les bijoux de famille. En Valais, Provins bouclera ses comptes avec l'aide forcée du contribuable comme en 1999: 72 cuves inox de 60 000 litres sont cédées à bas prix pour mettre en vente la cave de Sion; ironie du sort, la coopérative PDC loue désormais de la cuverie chez son concurrent historique radical Orsat. Pour sa part, la coopérative vaudoise Uvavins s'est résolue à vendre un de ses fleurons, le Domaine de l'Ourjonnet, et a chargé la régie de

Bahm de trouver acquéreur. Quant à la coopérative Cave de Genève, le problème est réglé puisque les liquidateurs ont vendu aux enchères son complexe de Satigny pour quelque 3 millions, laissant élégamment à l'UBS un découvert de plus de 17 millions.

Et pourtant, traités de doux rêveurs il y a trois ans, un groupe comprenant certains des meilleurs vigneron-encaveurs du pays - ceux qui du Tessin à Genève écoulent sans problème toute leur production à bon prix - avait publié un Manifeste prémonitoire réclamant l'ajustement drastique de la production aux normes européennes. Ces Cassandra et tous ceux qui comme elles, les Cruchon, Chappaz et autres Hutin, ont volontairement limité leur récolte pour élever la qualité de leurs vins ont eu raison trop tôt, sans crainte devant l'ouverture des frontières aux vins d'outre-mer...

En ces temps de mondialisation, le conservatisme est devenu un réflexe naturel. De

Signe grave du délitement de la viticulture, les trois grandes coopératives romandes soldent les bijoux de famille

la sorte, la réforme de la viticulture piétine et Pascal Couchepin s'en lave les mains. La globalisation et son frère jumeau, le libéralisme, la politique viticole dynamique de l'Union européenne qui nous entoure, la montée en puissance des importations, tout concourt à rendre obligatoire une nouvelle conception et donc à changer l'organisation viticole. C'est probablement pour n'avoir pas voulu mesurer la force de ces trois tendances lourdes que la volonté réformatrice de Pascal Couchepin s'émousse dès lors qu'elle s'en prend à l'agriculture. Et, pourtant, la responsabilité des gouvernants n'est pas seulement de moderniser le fonctionnement de la société et de traduire dans la loi les évolutions naturelles de celle-ci. Elle est aussi d'adapter en permanence la fonction publique aux besoins de la collectivité.

Ces besoins ont changé. Les divergences sont considérables entre consommateurs et producteurs sur ce qu'ils sont devenus, tout simplement parce que le rôle de l'Etat, tuteur historique de l'agriculture, est aujourd'hui en débat. Le contribuable sait-il et ac-

cepte-t-il encore de verser au vigneron une subvention de 1200 à 3600 francs par an et par hectare ou de financer depuis des années à coups de millions une politique de surproduction et d'exportation calamiteuse?

La viticulture suisse est une branche économique historique qui produit du vin, de l'huile de pépins et du marc, «aliments de plaisir» (Curmoussy), au même titre que le chocolat pâtisseries ou la confiture. Faut-il encore la subventionner? Et sur quel modèle? Le laïcisme labile de la réglementation actuelle qui autorise des rendements exorbitants ou une sélection concurrentielle drastique par la limitation quantitative qui tirerait les AOC suisses vers le niveau qualitatif européen?

A ce jour, aucun choix politique n'est fait. Etrangement silencieux, Pascal Couchepin et ses services observent que plusieurs des meilleurs vins du terroir sont déclassés volontairement en vins suisses de pays... Le conseiller fédéral valaisan est d'autant moins pressé d'agir que sa clientèle politique reste viscéralement attachée à une conception productiviste de la vigne. Le choix du marché précèdera donc la réforme.

Désespérée, l'interprofession quant à elle a commandé une étude de marché (subventionnée bien entendu) afin de trouver remède à la lente érosion de ses positions de vente. Les comités professionnels sont enchantés par les conclusions de l'étude: il faut retoucher l'image du vin national, renforcer le marketing, repositionner nos produits et, révéler fantasmagorique, développer les exportations. Engluée dans ses contradictions, l'interprofession oublie le fin mot de l'enquête: le consommateur a voté avec ses pieds; il délaisse le vin suisse de masse parce que le rapport qualité-prix ne joue plus en regard de celui des vins importés.

Les prix sont trop élevés parce que les structures du vignoble héritées de l'ère protectionniste ne sont plus adaptées; la taille des exploitations est trop petite à l'aune de la mondialisation; Pascal Couchepin sait très bien que deux viticulteurs valaisans sur trois vont fermer boutique dans les vingt prochaines années. Courage politique insigne, au lieu d'accompagner socialement et économiquement cet ajustement structurel, il se tait. Opportunisme politique oblige, la qualité restera globalement médiocre parce que le rendement maximal légal des AOC permet à une viticulture condamnée de continuer provisoirement à vivre misérablement.

J.-D. S.